

Art. 3. A titre de justification de l'emploi du subside faisant l'objet du présent arrêté, l'A.S.B.L. « SIGeDIS » transmettra au Service public fédéral Sécurité sociale les comptes annuels les plus récents tels que déposés à la Banque nationale de Belgique ainsi que le rapport du Commissaire aux comptes.

Art. 4. Le Service public fédéral Sécurité sociale assurera le contrôle qu'il jugera nécessaire sur l'emploi du subside alloué.

L'A.S.B.L. « SIGeDIS » mettra à disposition du Service public fédéral Sécurité sociale tous les documents justificatifs utiles.

Art. 5. L'A.S.B.L. " SIGeDIS " remboursera au Trésor la partie du subside non utilisée et/ou non justifiée dans son plan pluriannuel qui résulterait de l'exécution du projet mentionné ci-dessus.

Art. 6. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions et le ministre qui a les Pensions dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 janvier 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

Fr. VANDENBROUCKE

La Ministre des Pensions,

K. LALIEUX

Art. 3. Als verantwoording voor de aanwending van de in dit besluit bedoelde toelage, zal de V.Z.W. " SIGeDIS " de meest recente jaarrekeningen zoals neergelegd bij de Nationale Bank van België, alsook het verslag van de Commissaris bij die rekeningen, toezenden aan de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid.

Art. 3. De Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid zal zorgen voor de nodige controle op de aanwending van de toegekende toelage.

De V.Z.W. " SIGeDIS " zal alle nuttige verantwoordingsdocumenten ter beschikking stellen van de Federale Overheidsdienst Sociale Zekerheid.

Art. 4. De V.Z.W. " SIGeDIS " zal het niet gebruikte en/of het niet in haar meerjarenplan verantwoorde deel van de toelage, dat uit de uitvoering van het bovenvermelde project zou voortvloeien, terugstorten aan de Schatkist.

Art. 5. De minister bevoegd voor Sociale Zaken en de minister bevoegd voor Pensioenen, zijn ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 januari 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

Fr. VANDENBROUCKE

De Minister van Pensioenen,

K. LALIEUX

**SERVICE PUBLIC FEDERAL
SECURITE SOCIALE**

[2021/200266]

17 JANVIER 2021. — Arrêté royal modifiant, en ce qui concerne l'octroi d'un montant journalier minimum durant les six premiers mois d'incapacité primaire, l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté vise à introduire, par phases, un montant minimum d'indemnité d'incapacité de travail primaire durant les six premiers mois d'incapacité de travail primaire.

A la lumière de l'avis du Conseil d'Etat n° 68.474/2 du 11 janvier 2021, et au vu des remarques émises, quelques explications sont formulées ci-après.

Actuellement, un montant minimal d'indemnité d'incapacité de travail est garanti à partir du 7ème mois d'incapacité de travail primaire.

L'objectif du présent arrêté est de garantir, dès le premier mois d'incapacité de travail, une indemnité minimale. L'octroi de cette indemnité minimale se fera progressivement :

- à partir du premier jour du cinquième mois d'incapacité primaire durant l'année civile 2021;
- à partir du premier jour du quatrième mois d'incapacité primaire durant l'année civile 2022;
- à partir du premier jour du troisième mois d'incapacité primaire durant l'année civile 2023;
- à partir du premier jour du premier mois d'incapacité primaire durant l'année civile 2024.

Le Conseil d'Etat a, dans son avis, estimé que le projet d'arrêté traitait de manière identique des personnes se trouvant dans des situations différentes, et qu'il convenait de justifier cela.

Le Conseil d'Etat compare, pour arriver à cette conclusion, deux situations différentes :

- la situation qui prévaut actuellement à partir du 7ème mois d'incapacité de travail primaire, où le montant de l'indemnité minimale est lié à la situation " familiale " du titulaire : avec personne à charge, isolé ou cohabitant;

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST
SOCIALE ZEKERHEID**

[2021/200266]

17 JANUARI 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging, wat de toekenning van een minimum dagbedrag tijdens de eerste zes maanden van primaire ongeschiktheid betreft, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat wij de eer hebben Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen, heeft tot doel om, in fasen, een minimumbedrag voor de primaire arbeidsongeschiktheidsuitkering tijdens de eerste zes maanden van de primaire arbeidsongeschiktheid in te voeren.

In het licht van het advies nr. 68.474/2 van 11 januari 2021 van de Raad van State en gelet op de gemaakte opmerkingen, wordt hierna enige toelichting gegeven.

Momenteel wordt een minimumbedrag van de arbeidsongeschiktheidsuitkering gewaarborgd vanaf de 7de maand van primaire arbeidsongeschiktheid.

Het doel van dit besluit is om een minimumuitkering te waarborgen vanaf de eerste maand van arbeidsongeschiktheid. De toekenning van deze minimumuitkering gebeurt geleidelijk:

- vanaf de eerste dag van de vijfde maand van primaire ongeschiktheid tijdens het kalenderjaar 2021;
- vanaf de eerste dag van de vierde maand van primaire ongeschiktheid tijdens het kalenderjaar 2022;
- vanaf de eerste dag van de derde maand van primaire ongeschiktheid tijdens het kalenderjaar 2023;
- vanaf de eerste dag van de eerste maand van primaire ongeschiktheid tijdens het kalenderjaar 2024.

De Raad van State was in zijn advies van mening dat het ontwerp van besluit personen in verschillende situaties op dezelfde manier behandelt en dat het noodzakelijk is om dit te rechtvaardigen..

Om tot deze conclusie te komen, vergelijkt de Raad van State twee verschillende situaties:

- de huidige situatie vanaf de 7de maand van primaire arbeidsongeschiktheid, waarbij het bedrag van de minimumuitkering gekoppeld is aan de " gezinssituatie " van de gerechtigde: met persoon ten laste, alleenstaand of samenwonend;

- la situation qui prévaudra, progressivement, au cours des six premiers mois d'incapacité de travail primaire, suite à l'adoption du présent projet, où le montant de l'indemnité minimale sera identique pour tous les titulaires, indépendamment de leur situation familiale.

Il importe de rappeler que le montant de l'indemnité d'incapacité de travail primaire, soit le montant applicable au cours de la première année d'incapacité, est actuellement fixé à 60 % de la rémunération perdue brute plafonnée. Ce pourcentage est identique pour tous les titulaires, indépendamment de leur situation "familiale".

La fixation d'un montant minimal d'indemnité pour les six premiers mois d'incapacité de travail est calquée sur ce principe. L'indemnité minimale octroyée durant cette période est une indemnité minimale "médiane" qui correspond à l'indemnité minimale octroyée à partir du 7^{me} mois d'incapacité au titulaire isolé ayant la qualité de travailleur régulier. Le fait d'avoir ce montant unique permet d'assurer un paiement rapide de cette indemnité minimale, au bénéfice des titulaires qui disposent de faibles revenus, et qui ne doivent donc pas remplir de formalités spécifiques complémentaires pour obtenir ce paiement, parfois pour de courtes périodes d'incapacité de travail.

Le Conseil d'Etat relève par ailleurs que l'arrêté en projet méconnaît le principe de non-rétroactivité des actes administratifs, dans la mesure où il entre en vigueur au 1^{er} janvier 2021.

Il se réfère à l'avis n° 68.441/2 rendu dans le cadre d'un autre dossier pour estimer qu'un travailleur en incapacité de travail pourrait se retrouver dans une situation plus défavorable de par cette rétroactivité dans la mesure où, pour déterminer le montant journalier minimum de l'indemnité versée durant la période des six premiers mois d'incapacité primaire, il ne serait plus tenu compte, rétroactivement, de l'augmentation de la pension minimum garantie applicable à partir du 1^{er} janvier 2021 résultant de l'application de l'arrêté royal du 20 décembre 2020 relatif à l'augmentation de la pension minimum garantie.

Le Conseil d'Etat ne peut être suivi sur ce point.

Le lien automatique existant entre certaines indemnités minimales garanties et la pension minimale garantie applicable a été rompu par l'arrêté royal du 12 janvier 2021 modifiant l'article 214 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994 : les montants des indemnités minimales ont été fixés directement dans l'arrêté royal du 3 juillet 1996 susvisé à dater du 1^{er} janvier 2021. Ces montants au 1^{er} janvier 2021 sont strictement identiques aux montants qui étaient d'application au 31 décembre 2020. L'indemnité journalière minimale qui sera octroyée, dès le 1^{er} janvier 2021, aux titulaires comptant 5 mois d'incapacité de travail correspond à l'indemnité minimale octroyée à partir du 7^{me} mois d'incapacité au titulaire isolé ayant la qualité de travailleur régulier, montant tel qu'il existait au 31 décembre 2020 et tel qu'il existe toujours actuellement, soit 49,68 euros.

L'arrêté royal en projet permet, dès le 1^{er} janvier 2021, l'octroi d'une indemnité minimale garantie au travailleur se trouvant en incapacité de travail depuis 5 mois au moins.

Concrètement, cela signifie que le travailleur qui, au 1^{er} janvier 2021, atteint 5 mois d'incapacité se verra garantir l'octroi une indemnité minimale de 49,68 euros par jour, ce qui n'était pas le cas auparavant. La rétroactivité de l'arrêté en projet est une mesure favorable aux assurés sociaux : en effet, si il n'y avait pas de rétroactivité, le travailleur susvisé ne pourrait pas bénéficier de cette indemnité minimale à partir du 1^{er} janvier 2021, mais au plus tôt à la date de la publication du présent arrêté au *Moniteur belge*, si la date d'entrée en vigueur était adaptée en ce sens.

Le présent projet ne porte nullement atteinte aux droits des assurés sociaux, bien au contraire, puisqu'il instaure le droit à une indemnité minimale dès le 5^{me} mois d'incapacité, au lieu du 7^{me} mois actuellement. Cela constitue un avantage social certain pour de nombreux titulaires bénéficiant de faibles revenus.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre des Affaires sociales,
Fr. VANDENBROUCKE

- de situatie die gedurende de eerste zes maanden van primaire arbeidsongeschiktheid na de goedkeuring van dit ontwerp geleidelijk van toepassing zal zijn, waarbij het bedrag van de minimumuitkering voor alle gerechtigden gelijk zal zijn, ongeacht hun gezinssituatie.

Het is belangrijk om eraan te herinneren dat het bedrag van de primaire arbeidsongeschiktheidsuitkering, d.w.z. het bedrag dat van toepassing is gedurende het eerste jaar van arbeidsongeschiktheid, momenteel is vastgesteld op 60 % van het geplafonneerde bruto gederfde loon. Dit percentage is hetzelfde voor alle gerechtigden, ongeacht hun "gezinssituatie".

De vaststelling van een minimumbedrag voor de eerste zes maanden van arbeidsongeschiktheid is gebaseerd op dit beginsel. De minimumuitkering die tijdens deze periode wordt toegekend, is een "mediane" minimumuitkering die overeenkomt met de minimumuitkering die aan de alleenstaande gerechtigde met de hoedanigheid van regelmatig werknemer wordt toegekend vanaf de 7^{de} maand van de arbeidsongeschiktheid. Het gegeven dat dit ene bedrag wordt gehanteerd, zorgt voor een snelle uitbetaling van deze minimumuitkering, ten behoeve van de gerechtigden met een laag inkomen, die geen specifieke bijkomende formaliteiten hoeven te vervullen om deze uitkering, tijdens soms korte periodes van arbeidsongeschiktheid, te verkrijgen.

De Raad van State merkt ook op dat het ontwerp van besluit voorbijgaat aan het beginsel dat bestuurshandelingen geen terugwerkende kracht mogen hebben, voor zover het in werking treedt op 1 januari 2021.

Hij verwijst naar het advies nr. 68.441/2 dat werd uitgebracht in het kader van een ander dossier om te oordelen dat een arbeidsongeschikte werknemer zich als gevolg van deze terugwerkende kracht in een ongunstigere situatie zou kunnen bevinden, voor zover voor de vaststelling van het dagelijks minimumbedrag van de uitkering die tijdens de periode van de eerste zes maanden van primaire ongeschiktheid wordt betaald, de verhoging van het gewaarborgde minimumpensioen die vanaf 1 januari 2021 van toepassing is als gevolg van de toepassing van het koninklijk besluit van 20 december 2020 inzake de verhoging van het gewaarborgd minimumpensioen niet langer met terugwerkende kracht in aanmerking zou worden genomen.

De Raad van State kan op dit punt niet worden gevolgd.

De automatische koppeling tussen sommige gewaarborgde minimumuitkeringen en het toepasselijke gewaarborgde minimumpensioen werd verbroken door het koninklijk besluit van 12 januari 2021 tot wijziging van artikel 214 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994: de bedragen van de minimumuitkeringen werden met ingang van 1 januari 2021 rechtstreeks vastgesteld in bovengenoemd koninklijk besluit van 3 juli 1996. Deze bedragen zijn vanaf 1 januari 2021 strikt identiek aan de bedragen die golden op 31 december 2020. De minimale daguitkering die vanaf 1 januari 2021 zal worden toegekend aan de gerechtigden met 5 maanden arbeidsongeschiktheid komt overeen met de minimumuitkering die vanaf de 7^{de} maand van de arbeidsongeschiktheid wordt toegekend aan de alleenstaande gerechtigde met de hoedanigheid van regelmatig werknemer met als bedrag zoals dat van toepassing was op 31 december 2020 en zoals dat nu nog van toepassing is, namelijk 49,68 euro.

Het ontwerp van koninklijk besluit laat toe om vanaf 1 januari 2021 een gewaarborgde minimumuitkering toe te kennen aan de werknemer die gedurende minstens 5 maanden arbeidsongeschikt is.

Concreet betekent dit dat een werknemer die op 1 januari 2021 vijf maanden arbeidsongeschiktheid bereikt, een minimumuitkering van 49,68 euro per dag wordt gegarandeerd, wat voorheen niet het geval was. De terugwerkende kracht van het ontwerp van besluit is een gunstige maatregel voor de sociaal verzekerden: indien er geen terugwerkende kracht zou zijn, zou bovengenoemde werknemer immers niet kunnen genieten van deze minimumuitkering vanaf 1 januari 2021, maar ten vroegste op de datum van publicatie van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*, indien de datum van inwerkingtreding in die zin zou worden aangepast.

Het huidige ontwerp doet geenszins afbreuk aan de rechten van de sociale verzekerden, integendeel, aangezien het recht op een minimumuitkering vanaf de 5^{de} maand van de arbeidsongeschiktheid wordt vastgelegd, in plaats van de 7^{de} maand op dit ogenblik. Dit is een duidelijk sociale vooruitgang voor talrijke gerechtigden met een laag inkomen.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Sociale Zaken,
Fr. VANDENBROUCKE

CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

Avis 68.474/2 du 11 janvier 2021 sur un projet d'arrêté royal 'modifiant, en ce qui concerne l'octroi d'un montant journalier minimum durant les six premiers mois d'incapacité primaire, l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994'

Le 11 décembre 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant, en ce qui concerne l'octroi d'un montant journalier minimum durant les six premiers mois d'incapacité primaire, l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 11 janvier 2021. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK et Jacques ENGLEBERT, assessseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 11 janvier 2021.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

PORTÉE DU PROJET

L'article 1^{er} du projet à l'examen a pour objet d'insérer dans l'arrêté royal du 3 juillet 1996 'portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994' un article 213/1 de manière à ce que soit garanti l'octroi du montant journalier minimum de l'indemnité durant la période des six premiers mois d'incapacité primaire¹.

D'une part, ce montant journalier minimum :

- n'est octroyé que dans la mesure où il ne dépasse pas la rémunération perdue visée à l'article 87, alinéa 1^{er}, de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités', coordonnée le 14 juillet 1994 (article 213/1, alinéa 2, en projet);

- n'est pas octroyé durant la période d'incapacité de travail avec complément ou avance dont bénéficierait le travailleur conformément à la convention collective de travail n° 12bis ou n° 13bis (article 213/1, alinéa 3, en projet).

D'autre part, l'octroi de ce montant journalier minimum de l'indemnité durant l'entièreté de la période des six premiers mois d'incapacité primaire ne sera effectif qu'à partir de l'année civile 2024, l'article 213/1, alinéa 4, en projet ne prévoyant ledit octroi², par dérogation et progressivement, qu'à partir du premier jour du :

- cinquième mois d'incapacité primaire durant l'année civile 2021 (alinéa 4, 1^o);

- quatrième mois d'incapacité primaire durant l'année civile 2022 (alinéa 4, 2^o);

- troisième mois d'incapacité primaire durant l'année civile 2023 (alinéa 4, 3^o).

L'article 2 du projet prévoit qu'il " entre en vigueur " (lire : " produit ses effets ") le 1^{er} janvier 2021.

OBSERVATION GÉNÉRALE

1. L'article 213/1, alinéa 1^{er}, en projet de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 prévoit que

" [I]e montant journalier minimum de l'indemnité durant la période des six premiers mois d'incapacité primaire est égal au montant visé à l'article 214, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, a) ".

Le montant visé à l'article 214, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, a), auquel il est renvoyé, est le montant journalier minimum de l'indemnité accordée aux titulaires, ayant la qualité de travailleur régulier, " qui ne sont pas considérés comme travailleur avec personne à charge ". Il en résulte que

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

Advies 68.474/2 van 11 januari 2021 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging, wat de toekenning van een minimum dagbedrag tijdens de eerste zes maanden van primaire ongeschiktheid betreft, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994'

Op 11 december 2020 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice eerste minister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging, wat de toekenning van een minimum dagbedrag tijdens de eerste zes maanden van primaire ongeschiktheid betreft, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 11 januari 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamer voorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK en Jacques ENGLEBERT, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 11 januari 2021.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

STREKKING VAN HET ONTWERP

Artikel 1 van voorliggend ontwerp strekt ertoe in het koninklijk besluit van 3 juli 1996 'tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994' een artikel 213/1 in te voegen om te waarborgen dat tijdens het tijdvak van de eerste zes maanden van primaire ongeschiktheid het minimumdagbedrag van de uitkering toegekend wordt.¹

Enerzijds wordt dat minimumdagbedrag:

- alleen toegekend voor zover het niet meer bedraagt dan het gederfde loon bedoeld in artikel 87, eerste lid, van de wet 'betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen', gecoördineerd op 14 juli 1994 (ontworpen artikel 213/1, tweede lid);

- niet toegekend gedurende het tijdvak van arbeidsongeschiktheid met aanvulling of voorschot dat overeenkomstig de collectieve arbeids-overeenkomst nr. 12bis of nr. 13bis voor de werknemer zou gelden (ontworpen artikel 213/1, derde lid).

Anderzijds zal dat minimumdagbedrag van de uitkering gedurende heel dat tijdvak van de eerste zes maanden van primaire ongeschiktheid pas daadwerkelijk toegekend worden vanaf het kalenderjaar 2024, aangezien in het ontworpen artikel 213/1, vierde lid, bepaald wordt dat dit bedrag,² in afwijking van het eerste en het tweede lid en progressief, pas toegekend zal worden vanaf de eerste dag van:

- de vijfde maand van primaire ongeschiktheid tijdens het kalenderjaar 2021 (vierde lid, 1^o);

- de vierde maand van primaire ongeschiktheid tijdens het kalenderjaar 2022 (vierde lid, 2^o);

- de derde maand van primaire ongeschiktheid tijdens het kalenderjaar 2023 (vierde lid, 3^o).

Luidens artikel 2 van het ontwerp treedt dit besluit "in werking op" (lees: "heeft uitwerking met ingang van") januari 2021.

ALGEMENE OPMERKING

1. Het ontworpen artikel 213/1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 luidt als volgt:

"Tijdens het tijdvak van de eerste zes maanden van primaire ongeschiktheid is het minimum dagbedrag van de uitkering gelijk aan het bedrag bedoeld in artikel 214, § 1, eerste lid, 2^o, a).".

Het bedrag bedoeld in artikel 214, § 1, eerste lid, 2^o, a), waarnaar aldus verwezen wordt, is het minimumdagbedrag van de uitkering die toegekend wordt aan de gerechtigden die de hoedanigheid hebben van regelmatig werknemer "die niet worden beschouwd als werknemer

le montant de l'indemnité octroyé en application de l'article 213/1, alinéa 1^{er}, en projet sera identique, quelle que soit la situation personnelle du travailleur qui la percevra.

Or l'article 214, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 octroie une indemnité d'invalidité dont le montant varie selon que le travailleur concerné est isolé, sans personne à charge, avec personne à charge ou cohabitant.

L'auteur du projet devra être en mesure de justifier qu'un traitement identique est réservé aux catégories de travailleurs qui viennent d'être rappelées alors que celles-ci se trouvent dans des situations différentes³.

2. Par un projet d'arrêté royal modifiant l'article 214 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994', lequel a fait l'objet de l'avis de la section de législation n° 68.441/2 du 5 janvier 2021, il est envisagé de modifier l'article 214, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, a), précité, de manière à fixer le montant qui y est visé à 34,7853 euros⁴⁻⁵.

Dans l'avis n° 68.441/2 précité, la section de législation a observé ce qui suit :

" 2. Actuellement, l'article 214, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o et 2^o, a), de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 'portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994' est rédigé comme suit :

' [...]'

L'arrêté en projet suggère de modifier ces dispositions en ce sens que, dans les hypothèses qu'elles visent, le montant minimum de l'indemnité ne serait plus lié à celui du minimum garanti de pension de retraite mais serait fixé directement dans le texte même de l'article 214 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996. Selon son article 2, l'arrêté en projet entrerait en vigueur - plus exactement, 'produirait ses effets'⁶ rétroactivement - le 1^{er} janvier 2021.

Il ressort du dossier⁷, et il a été confirmé par la fonctionnaire déléguée, que les montants fixés par le projet d'arrêté l'ont été en veillant à ce qu'ils correspondent aux montants de base préexistants, convertis en jours ouvrables, du minimum garanti de pension de retraite.

L'arrêté en projet a donc été conçu de manière telle qu'au moment de son entrée en vigueur, le montant minimum de l'indemnité applicable dans les hypothèses que visent les dispositions précitées de l'article 214 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 soit en réalité le même que celui résultant de l'application de ces dispositions avant que l'arrêté en projet ne les modifie⁸.

À cet égard, l'attention est attirée sur le fait qu'un arrêté royal du 20 décembre 2020 'relatif à l'augmentation de la pension minimum garantie' a prévu une augmentation progressive de la pension minimum garantie dans le régime de pension des travailleurs salariés.

La première augmentation prévue par cet arrêté a été conçue pour s'appliquer à partir du 1^{er} janvier 2021.

Invitée à préciser si les montants fixés par le projet d'arrêté tiennent compte de l'augmentation de la pension minimum garantie applicable à partir du 1^{er} janvier 2021, la fonctionnaire déléguée a répondu par la négative⁹ :

' [e]n effet, le gouvernement a décidé d'augmenter les pensions minimales, mais pas les minimas existant pour les autres prestations de sécurité sociale'.

Il convient à ce sujet de ne pas perdre de vue qu'en l'état du droit applicable le 1^{er} janvier 2021, dans les hypothèses visées par le 1^o et le 2^o, a), de l'article 214, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996, ces dispositions étaient rédigées en ce sens que le montant journalier minimum de l'indemnité était égal au montant du minimum garanti de pension de retraite, évalué en jours ouvrables.

Aussi, dans ces hypothèses, par l'effet combiné des dispositions qui viennent d'être citées et de l'arrêté royal du 20 décembre 2020, le montant journalier minimum de l'indemnité a, à partir du 1^{er} janvier 2021, été augmenté en appliquant le même pourcentage que celui de l'augmentation du montant de la pension minimum garantie que l'arrêté royal du 20 décembre 2020 a prévue à partir de la même date.

Les catégories de personnes auxquelles s'appliquent le 1^o et le 2^o, a), de l'article 214, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996, ont donc, à partir du 1^{er} janvier 2021, acquis le droit de bénéficier de l'augmentation du montant journalier minimum de leur indemnité résultant de l'application combinée de ces dispositions et de l'arrêté royal du 20 décembre 2020.

met personne ten laste". Daaruit volgt dat het bedrag van de uitkering dat met toepassing van het ontworpen artikel 213/1, eerste lid, toegekend wordt, hetzelfde zal zijn, ongeacht de persoonlijke situatie van de werknemer die deze uitkering zal ontvangen.

Het bedrag van de invaliditeitsuitkering die bij artikel 214, § 1, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 toegekend wordt, varieert evenwel naar gelang de betrokken werknemer alleenstaande, zonder persoon ten laste, met persoon ten laste of samenwonend is.

De steller van het ontwerp moet kunnen verantwoorden dat aan de zonet opgesomde categorieën van werknemers eenzelfde behandeling ten deel valt hoewel zij zich in verschillende situaties bevinden.³

2. Een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van artikel 214 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994', waarover de afdeling Wetgeving op 5 januari 2021 advies 68.441/2 gegeven heeft, strekt ertoe het voornoemde artikel 214, § 1, eerste lid, 2^o, a), aldus te wijzigen dat het daarin bedoelde bedrag vastgesteld wordt op 34,7853 euro.⁴⁻⁵

In voornoemd advies 68.441/2 heeft de afdeling Wetgeving het volgende opgemerkt:

"2. Artikel 214, § 1, eerste lid, 1^o en 2^o, a), van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 'tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994' luidt thans als volgt:

' (...)'

In het ontworpen besluit wordt voorgesteld om die bepalingen aldus te wijzigen dat, in de gevallen waarop die bepalingen betrekking hebben, het minimumbedrag van de uitkering niet meer zou afhangen van het bedrag van het gewaarborgd minimumrustpensioen, maar rechtstreeks in de tekst zelf van artikel 214 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 vastgesteld zou worden. Volgens artikel 2 zou het ontworpen besluit met terugwerkende kracht in werking treden op - of juist - uitwerking hebben met ingang van⁶ - 1 januari 2021.

Uit het dossier⁷ blijkt en de gemachtigde ambtenaar heeft bevestigd dat er bij het vaststellen van de bedragen in dit ontwerpbesluit voor gezorgd is dat ze overeenkomen met de in werkdagen gewaardeerde bestaande basisbedragen van het gewaarborgd minimumrustpensioen.

Het ontworpen besluit is dan ook aldus opgevat dat bij de inwerkingtreding ervan het minimumbedrag van de uitkering dat van toepassing is in de gevallen waarop de voormelde bepaling van artikel 214 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 betrekking hebben in feite hetzelfde is als het bedrag dat volgt uit de toepassing van diezelfde bepalingen zoals ze luiden nu ze nog niet bij het ontworpen besluit gewijzigd zijn.⁸

In dit verband wordt erop gewezen dat het koninklijk besluit van 20 december 2020 'inzake de verhoging van het gewaarborgd minimumpensioen' voorziet in een geleidelijke verhoging van het gewaarborgd minimumpensioen in het pensioenstelsel van de werknemers.

De eerste verhoging waarin dat besluit voorziet, is aldus opgevat dat ze geldt met ingang van 1 januari 2021.

Op de vraag om te verduidelijken of bij het vaststellen van de bedragen in het ontwerpbesluit rekening gehouden is met de verhoging van het gewaarborgd minimumpensioen die met ingang van 1 januari 2021 geldt, heeft de gemachtigde ambtenaar het volgende ontkennend antwoord gegeven:

' [e]n effet, le gouvernement a décidé d'augmenter les pensions minimales, mais pas les minimas existant pour les autres prestations de sécurité sociale'.

In dat verband mag niet uit het oog verloren worden dat die bepalingen, bij de stand van het recht zoals dat op 1 januari 2021 gold, in de gevallen waarop artikel 214, § 1, eerste lid, 1^o en 2^o, a), van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 betrekking heeft, aldus luiden dat het minimumdagbedrag van de uitkering gelijk was aan het in werkdagen gewaardeerde bedrag van het gewaarborgd minimumrustpensioen.

Het minimumdagbedrag van de uitkering is in die gevallen, ten gevolge van de bepalingen die zonet geciteerd zijn en van het koninklijk besluit van 20 december 2020, dan ook met ingang van 1 januari 2021 verhoogd doordat daarop hetzelfde percentage toegepast is als het percentage dat voor de verhoging van het bedrag van het gewaarborgd minimumpensioen met ingang van diezelfde datum bepaald is bij het koninklijk besluit van 20 december 2020.

De categorieën van personen die onder de toepassing van artikel 214, § 1, eerste lid, 1^o en 2^o, a), van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 vallen, hebben dan ook met ingang van 1 januari 2021 het recht verkregen de verhoging te genieten van het minimumdagbedrag van hun uitkering die voortvloeit uit de gezamenlijke toepassing van die bepalingen en van het koninklijk besluit van 20 december 2020.

En ne prenant pas en compte l'augmentation de la pension minimum garantie applicable à partir du 1^{er} janvier 2021, l'arrêté en projet priverait les intéressés de ce droit et ce, de manière rétroactive puisque, selon son article 2, il produirait ses effets le 1^{er} janvier 2021.

Il porterait dès lors rétroactivement atteinte à des droits régulièrement acquis.

Ce faisant, il méconnaîtrait le principe de la non rétroactivité des actes administratifs¹⁰.

Le projet d'arrêté sera revu pour tenir compte de cette observation".

La même méconnaissance du principe de non rétroactivité des actes administratifs doit être constatée à propos du projet à l'examen, dont l'auteur prévoit également qu'il produit ses effets le 1^{er} janvier 2021¹¹. En effet, compte tenu de l'avis n° 68.441/2 précité, il apparaît qu'un travailleur en incapacité de travail pourrait se retrouver dans une situation plus défavorable dans la mesure où, pour déterminer le montant journalier minimum de l'indemnité versée durant la période des six premiers mois d'incapacité primaire, il ne serait plus tenu compte, rétroactivement, de l'augmentation de la pension minimum garantie applicable à partir du 1^{er} janvier 2021 résultant de l'application de l'arrêté royal du 20 décembre 2020 'relatif à l'augmentation de la pension minimum garantie'.

La référence, faite à l'article 213/1, alinéa 1^{er}, en projet de l'arrêté royal du 3 juillet 1996, à l'article 214, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, a), du même arrêté royal, n'est admissible que si cette dernière disposition est modifiée en tenant compte de l'observation formulée par la section de législation dans son avis n° 68.441/2.

Par ailleurs, il y a également lieu de revoir le projet à l'examen quant à sa date d'entrée en vigueur, en tenant compte de cette observation.

Le greffier
B. DRAPIER

Le président
P. VANDERNOOT

Note

¹ Après cette période de six mois, c'est l'article 214, § 3, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 qui s'applique.

² Compte tenu, chaque fois, de la période de protection de la maternité comme énoncé à l'article 213/1, alinéa 4, 1^o, 2^o et 3^o, en projet.

³ Voir sur ce point l'avis du Comité de gestion de l'assurance indemnités des travailleurs salariés du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, donné le 18 novembre 2020.

⁴ L'article 214, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, a), de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 est actuellement rédigé comme suit :

" Art. 214. § 1^{er}. Le montant journalier minimum de l'indemnité accordée aux titulaires qui ont la qualité de travailleur régulier est fixé comme suit :

[...]

2^o pour les titulaires qui ne sont pas considérés comme travailleur avec personne à charge, le montant journalier minimum est égal :

a) pour les titulaires visés à l'article 226 ou 226bis, au montant du minimum garanti de pension de retraite pour un travailleur salarié avec une carrière complète, qui n'est pas visé au 1^o, évalué en jours ouvrables, octroyé en vertu des articles 152, alinéa 1^{er} et 8, alinéa 1^{er}, précités; "

⁵ La déléguée du Ministre a précisé ce qui suit, s'agissant de la référence à l'article 214, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, a), tel que modifié par le projet d'arrêté royal ayant fait l'objet de l'avis n° 68.441/2 du 5 janvier 2021 :

" [...] Une notification du Conseil des ministres du 23 octobre 2020 portant sur le budget pluriannuel 2021-2024 prévoit que les allocations sociales qui sont aujourd'hui liées à la pension minimum garantie ne le seront plus à l'avenir. Ce 'découplage' nécessite l'abrogation de l'article 93ter de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994. Une disposition visant à abroger cet article 93ter a été insérée dans [le] projet de loi-programme, qui a été voté par la Chambre en séance plénière ce 17 décembre. Concrètement, une fois cette abrogation votée, cela implique, en assurance indemnités, que le montant minimal de l'indemnité d'incapacité de travail du travailleur régulier avec personne à charge et du travailleur régulier isolé ne sera [a] plus li [é] au montant du minimum garanti de pension. Étant donné ce découplage, il importait donc de reprendre le montant de base de l'indemnité minimale 'travailleur

Door geen rekening te houden met de verhoging van het gewaarborgd minimumpensioen die met ingang van 1 januari 2021 geldt, zou het ontworpen besluit de betrokkenen dat recht ontnemen en wel met terugwerkende kracht, aangezien dit besluit volgens artikel 2 met ingang van 1 januari 2021 uitwerking zou hebben.

Bijgevolg zouden op regelmatige wijze verkregen rechten bij dit besluit met terugwerkende kracht aangetast worden.

et beginsel dat bestuurshandelingen geen terugwerkende kracht mogen hebben, zou zodoende geschonden worden.¹⁰

Het ontwerpbesluit moet aldus herzien worden dat met deze opmerking rekening gehouden wordt."

Vastgesteld dient te worden dat dezelfde schending van het beginsel dat bestuurshandelingen geen terugwerkende kracht mogen hebben, zich voordoet in voorliggend ontwerp, waarvan de steller eveneens voorschrijft dat het uitwerking heeft met ingang van 1 januari 2021.¹¹ Gelet op voornoemd advies 68.441/2 blijkt immers dat een arbeidsongeschikte werknemer zich in een ongunstigere situatie zou kunnen bevinden aangezien er voor het vaststellen van het minimumdagbedrag van de uitkering dat gedurende het tijdvak van de eerste zes maanden van primaire ongeschiktheid gestort wordt, niet langer retroactief rekening gehouden zou worden met de verhoging van het gewaarborgd minimumpensioen die van toepassing is vanaf 1 januari 2021 ingevolge de toepassing van het koninklijk besluit van 20 december 2020 'inzake de verhoging van het gewaarborgd minimumpensioen'.

De verwijzing, in het ontworpen artikel 213/1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996, naar artikel 214, § 1, eerste lid, 2^o, a), van hetzelfde koninklijk besluit, kan alleen aanvaard worden als die laatste bepaling gewijzigd wordt in het licht van de opmerking die de afdeling Wetgeving in advies 68.441/2 geformuleerd heeft.

Voorliggend ontwerp dient daarenboven, rekening houdend met die opmerking eveneens herzien te worden wat de datum van inwerking-treding betreft.

De griffier
B. DRAPIER

De voorzitter
P. VANDERNOOT

Nota

¹ Na dat tijdvak van zes maanden is artikel 214, § 3, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 van toepassing.

² Telkens rekening houdend met het tijdvak van moederschapsbescherming zoals vermeld in het ontworpen artikel 213/1, vierde lid, 1^o, 2^o en 3^o.

³ Zie op dat punt het advies dat op 18 november 2020 gegeven is door het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor werknemers van de Dienst voor Uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

⁴ Artikel 214, § 1, eerste lid, 2^o, a), van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 luidt thans als volgt:

"Art. 214. § 1. Het minimum dagbedrag van de uitkering toe te kennen aan de gerechtigden die de hoedanigheid hebben van regelmatig werknemer, wordt als volgt vastgesteld:

[...]

2^o voor de gerechtigden die niet worden beschouwd als werknemer met persoon ten laste, is het minimum dagbedrag:

a) voor de in artikel 226 of 226bis bedoelde gerechtigden, gelijk aan het in werkdagen gewaardeerde bedrag van het minimum gewaarborgde rustpensioen voor een werknemer met een volledige loopbaan, die niet bedoeld wordt onder 1^o, dat krachtens de voormelde artikelen 152, eerste lid en 8, eerste lid worden toegekend; "

⁵ In verband met de verwijzing naar artikel 214, § 1, eerste lid, 2^o, a), zoals dat gewijzigd wordt bij het ontwerp van koninklijk besluit waarover op 5 januari 2021 advies 68.441/2 gegeven is, heeft de gemachtigde van de minister het volgende te kennen gegeven:

" [...] Une notification du Conseil des ministres du 23 octobre 2020 portant sur le budget pluriannuel 2021-2024 prévoit que les allocations sociales qui sont aujourd'hui liées à la pension minimum garantie ne le seront plus à l'avenir. Ce 'découplage' nécessite l'abrogation de l'article 93ter de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994. Une disposition visant à abroger cet article 93ter a été insérée dans [le] projet de loi-programme, qui a été voté par la Chambre en séance plénière ce 17 décembre. Concrètement, une fois cette abrogation votée, cela implique, en assurance indemnités, que le montant minimal de l'indemnité d'incapacité de travail du travailleur régulier avec personne à charge et du travailleur régulier isolé ne sera [a] plus li [é] au montant du minimum garanti de pension. Étant donné ce découplage, il importait donc de reprendre le montant de base de l'indemnité minimale

régulier' pour un titulaire avec personne à charge et pour un titulaire isolé dans l'article 214 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 susvisé (comme c'est déjà le cas actuellement pour le titulaire cohabitant). Ce projet d'AR [68.441/2] ne fait que reprendre dans l'AR les montants existants, sans les modifier. Simplement il s'agit des montants non indexés. Le montant de 34,7853 [euros] est le montant non indexé. (34,7853 euros (montant de base) x 1,4282 (coefficient d'augmentation qui est actuellement d'application) = 49,6804 euros) ”.

⁶ Note de bas de page n° 1 de l'avis cité : Principes de technique législative Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires, www.raadvst.consetat.be, onglet " Technique législative ", formule F 4 5 1 3.

⁷ Note de bas de page n° 2 de l'avis cité : Voir en particulier la note CI 2020/81 au Comité de gestion de l'assurance indemnités des travailleurs salariés, datée du 13 novembre 2020.

⁸ Note de bas de page n° 3 de l'avis cité : Ceci sous réserve d'une très légère augmentation, due à l'augmentation du mécanisme d'indexation applicable en la matière (voir sur ce point la note CI 2020/81, précitée).

⁹ Note de bas de page n° 4 de l'avis cité : Ceci ressort aussi du contenu de la discussion qui s'est tenue lors de l'examen du projet d'arrêté par le Comité de gestion de l'assurance indemnités des travailleurs indépendants le 18 novembre 2020.

¹⁰ Note de bas de page n° 5 de l'avis cité : On ne peut soutenir que la rétroactivité prévue par l'article 2 du projet d'arrêté serait la simple résultante du fait que l'article 93ter de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994', qui consacrait le principe suivant lequel le montant journalier minimum de l'indemnité ne pouvait être inférieur au montant du minimum garanti de pension de retraite, a été abrogé par une disposition de la loi programme du 20 décembre 2020 entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2021 (voir les articles 53 et 54 de cette loi). En effet, l'abrogation de l'article 93ter de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités n'a nullement eu pour conséquence d'abroger ou de modifier implicitement le 1^o et le 2^o, a), de l'article 214, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 ni d'obliger le Roi à modifier ces dispositions. La circonstance que la disposition qui a abrogé l'article 93ter de la loi 'relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994' est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2021 ne suffit donc pas à justifier que l'arrêté en projet produise rétroactivement ses effets à la même date.

¹¹ Sur cet effet rétroactif, la déléguée du Ministre a précisé ceci : "[...] L'AR sera donc publié avant la fin de janvier 2021. Ce léger effet rétroactif n'a pas de conséquences négatives, que du contraire, puisqu'en instaurant une indemnité minimale, il augmente le montant des indemnités dont bénéficiaient les assurés sociaux disposant de faibles revenus, ce qui ne peut pas leur porter préjudice ”.

17 JANVIER 2021. — Arrêté royal modifiant, en ce qui concerne l'octroi d'un montant journalier minimum durant les six premiers mois d'incapacité primaire, l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, l'article 87, alinéa 7, remplacé par la loi du 24 décembre 2002 et modifié par la loi du 27 décembre 2006;

Vu l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994;

'travailleur régulier' pour un titulaire avec personne à charge et pour un titulaire isolé dans l'article 214 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 susvisé (comme c'est déjà le cas actuellement pour le titulaire cohabitant). Ce projet d'AR [68.441/2] ne fait que reprendre dans l'AR les montants existants, sans les modifier. Simplement il s'agit des montants non indexés. Le montant de 34,7853 [euros] est le montant non indexé. (34,7853 euros (montant de base) x 1,4282 (coefficient d'augmentation qui est actuellement d'application) = 49,6804 euros).”

⁶ Voetnoot 1 van het geciteerde advies: Beginselen van de wetgevingstechniek Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", formule F 4 5 1 3.

⁷ Voetnoot 2 van het geciteerde advies: Zie in het bijzonder de nota BU 2020/81 d.d. 13 november 2020 aan het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor werknemers.

⁸ Voetnoot 3 van het geciteerde advies: Dit onder voorbehoud van een zeer geringe verhoging, ten gevolge van de aanpassing van het indexeringsmechanisme dat ter zake van toepassing is (zie op dit punt de voormelde nota BU 2020/81).

⁹ Voetnoot 4 van het geciteerde advies: Dat blijkt eveneens uit de discussie die plaatsgevonden heeft tijdens het onderzoek van het ontwerpbesluit door het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor zelfstandigen op 18 november 2020.

¹⁰ Voetnoot 5 van het geciteerde advies: Er kan niet gesteld worden dat de terugwerkende kracht waarin artikel 2 van het ontwerpbesluit voorziet louter het gevolg zou zijn van het feit dat artikel 93ter van de wet 'betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994', waarin het beginsel vastgelegd was dat het minimumdagbedrag van de uitkering niet lager mocht zijn dan het bedrag van het gewaarborgd minimumrustpensioen, opgeheven is bij een bepaling van de programmawet van 20 december 2020 die op 1 januari 2021 in werking getreden is (zie de artikelen 53 en 54 van die wet). De opheffing van artikel 93ter van de wet 'betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen' heeft immers geenszins de impliciete opheffing of wijziging van artikel 214, § 1, eerste lid, 1^o en 2^o, a), van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot gevolg gehad, noch de verplichting voor de Koning om die bepalingen te wijzigen. De omstandigheid dat de bepaling waarbij artikel 93ter van de wet 'betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994' opgeheven is op 1 januari 2021 in werking getreden is, volstaat dan ook niet om te rechtvaardigen dat het ontworpen besluit met terugwerkende kracht uitwerking heeft met ingang van diezelfde datum.

¹¹ Wat die terugwerkende kracht betreft, heeft de gemachtigde het volgende aangegeven: "[...] L'AR sera donc publié avant la fin de janvier 2021. Ce léger effet rétroactif n'a pas de conséquences négatives, que du contraire, puisqu'en instaurant une indemnité minimale, il augmente le montant des indemnités dont bénéficiaient les assurés sociaux disposant de faibles revenus, ce qui ne peut pas leur porter préjudice.”

17 JANUARI 2021. — Koninklijk besluit tot wijziging, wat de toekenning van een minimum dagbedrag tijdens de eerste zes maanden van primaire ongeschiktheid betreft, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, artikel 87, zevende lid, vervangen bij de wet van 24 december 2002 en gewijzigd bij de wet van 27 december 2006;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'assurance indemnités des travailleurs salariés du Service des indemnités de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, donné le 18 novembre 2020;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 25 novembre 2020;

Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 10 décembre 2020;

Vu l'avis n° 68.474/2 du Conseil d'Etat donné le 11 janvier 2021 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités coordonnée le 14 juillet 1994, il est inséré un article 213/1 rédigé comme suit :

" Art. 213/1. Le montant journalier minimum de l'indemnité durant la période des six premiers mois d'incapacité primaire est égal au montant visé à l'article 214, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, a).

Si le montant journalier minimum de l'indemnité, visé à l'alinéa 1^{er}, dépasse la rémunération perdue visée à l'article 87, alinéa 1^{er}, de la loi coordonnée, ce montant journalier minimum est toutefois limité à la rémunération perdue précitée. Pour l'application de cette limitation, il est toujours tenu compte de la rémunération perdue, le cas échéant, adaptée aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation conformément aux dispositions de l'article 237.

Le montant journalier minimum de l'indemnité, visé aux alinéas 1^{er} et 2, n'est toutefois pas dû pour la période d'incapacité de travail avec complément ou avance conformément à la convention collective de travail n° 12bis ou n° 13bis.

Par dérogation aux alinéas 1^{er} et 2, le montant journalier minimum applicable n'est toutefois octroyé :

1° qu'à partir du premier jour du cinquième mois d'incapacité primaire durant l'année civile 2021.

Pour déterminer le premier jour du cinquième mois d'incapacité primaire, il est tenu compte de la période de protection de la maternité qui précède immédiatement la période d'incapacité de travail, si la période de protection de la maternité a suspendu une période d'incapacité de travail antérieure.

2° qu'à partir du premier jour du quatrième mois d'incapacité primaire durant l'année civile 2022.

Pour déterminer le premier jour du quatrième mois d'incapacité primaire, il est tenu compte de la période de protection de la maternité qui précède immédiatement la période d'incapacité de travail, si la période de protection de la maternité a suspendu une période d'incapacité de travail antérieure.

3° qu'à partir du premier jour du troisième mois d'incapacité primaire durant l'année civile 2023.

Pour déterminer le premier jour du troisième mois d'incapacité primaire, il est tenu compte de la période de protection de la maternité qui précède immédiatement la période d'incapacité de travail, si la période de protection de la maternité a suspendu une période d'incapacité de travail antérieure. "

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2021.

Art. 3. Le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 janvier 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
Fr. VANDENBROUCKE

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de uitkeringsverzekering voor werknemers van de Dienst voor uitkeringen van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, gegeven op 18 november 2020;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 25 november 2020;

Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, d.d. 10 december 2020;

Gelet op het advies nr. 68.474/2 van de Raad van State, gegeven op 11 januari 2021 in toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, wordt een artikel 213/1 ingevoegd, luidende:

"Art. 213/1. Tijdens het tijdvak van de eerste zes maanden van primaire ongeschiktheid is het minimum dagbedrag van de uitkering gelijk aan het bedrag bedoeld in artikel 214, § 1, eerste lid, 2°, a).

Indien het minimum dagbedrag van de uitkering, bedoeld in het eerste lid, het gederfde loon bedoeld in artikel 87, eerste lid van de gecoördineerde wet overschrijdt, wordt dit minimum dagbedrag echter begrensd tot het voormelde gederfde loon. Voor de toepassing van deze begrenzing wordt steeds rekening gehouden met het gederfde loon, in voorkomend geval, aangepast aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijzen overeenkomstig de bepalingen van artikel 237.

Het minimum dagbedrag van de uitkering bedoeld in het eerste en tweede lid is echter niet verschuldigd voor de periode van arbeidsongeschiktheid met aanvulling of voorschot overeenkomstig de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 12bis of nr. 13bis.

In afwijking van het eerste en tweede lid wordt het toepasselijke minimumbedrag echter pas toegekend:

1° vanaf de eerste dag van de vijfde maand van primaire ongeschiktheid tijdens het kalenderjaar 2021.

Om de eerste dag van de vijfde maand van primaire ongeschiktheid te bepalen, wordt rekening gehouden met de periode van moederschapsbescherming die onmiddellijk voorafgaat aan de periode van arbeidsongeschiktheid, indien de periode van moederschapsbescherming een vorige periode van arbeidsongeschiktheid heeft geschorst.

2° vanaf de eerste dag van de vierde maand van primaire ongeschiktheid tijdens het kalenderjaar 2022.

Om de eerste dag van de vierde maand van primaire ongeschiktheid te bepalen, wordt rekening gehouden met de periode van moederschapsbescherming die onmiddellijk voorafgaat aan de periode van arbeidsongeschiktheid, indien de periode van moederschapsbescherming een vorige periode van arbeidsongeschiktheid heeft geschorst.

3° vanaf de eerste dag van de derde maand van primaire ongeschiktheid tijdens het kalenderjaar 2023.

Om de eerste dag van de derde maand van primaire ongeschiktheid te bepalen, wordt rekening gehouden met de periode van moederschapsbescherming die onmiddellijk voorafgaat aan de periode van arbeidsongeschiktheid, indien de periode van moederschapsbescherming een vorige periode van arbeidsongeschiktheid heeft geschorst."

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2021.

Art. 3. De minister bevoegd voor Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 januari 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken
Fr. VANDENBROUCKE